

Paris,
Octobre 2020

Plan de relance et budget 2021

L'analyse d'I4CE

Auteur : Louise **KESSLER (I4CE)**

I4CE – L'Institut de l'économie pour le climat

I4CE EN CHIFFRES

27 
Collaborateurs

30+ 
Événements par an

40+ 
Publications par an

7000+ 
Followers sur Twitter

+6000 
Abonnés
à la newsletter

400+ 
Mentions
dans la presse

NOTRE MISSION

L'Institut de l'économie pour le climat est une association experte de l'économie et de la finance, dont la mission est de faire avancer l'action contre les changements climatiques.

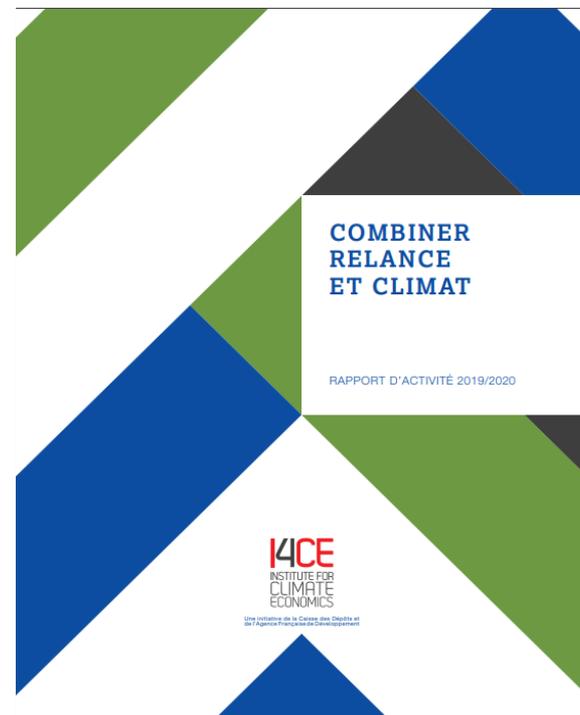
Grâce à ses recherches appliquées, l'Institut contribue au débat sur les politiques liées au climat. Il rend également publiques des analyses pour appuyer la réflexion des institutions financières, des entreprises ou encore des territoires et les aider à intégrer concrètement les enjeux climatiques dans leurs activités.

Nos domaines d'expertise

NOTRE VALEUR AJOUTÉE : L'EXPERTISE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Investir pour le climat et financer la transition	Certification volontaire et label bas-carbone	Institutions financières publiques
Territoires et collectivités locales	Finance privée	Adaptation et résilience
Règlementation financière	Agriculture et alimentation	Budgets publics, fiscalité et taxe carbone
Filières forêt-bois	EU ETS et marchés carbone réglementaires	Entreprises et industrie

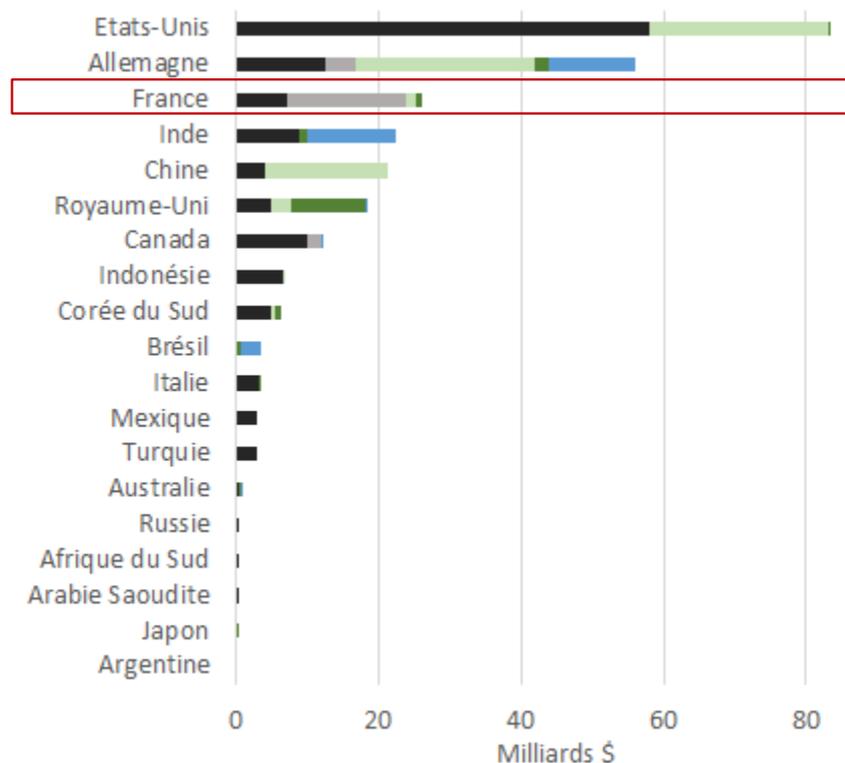
Pour en savoir plus :
[Rapport d'activité 2019/2020](#)



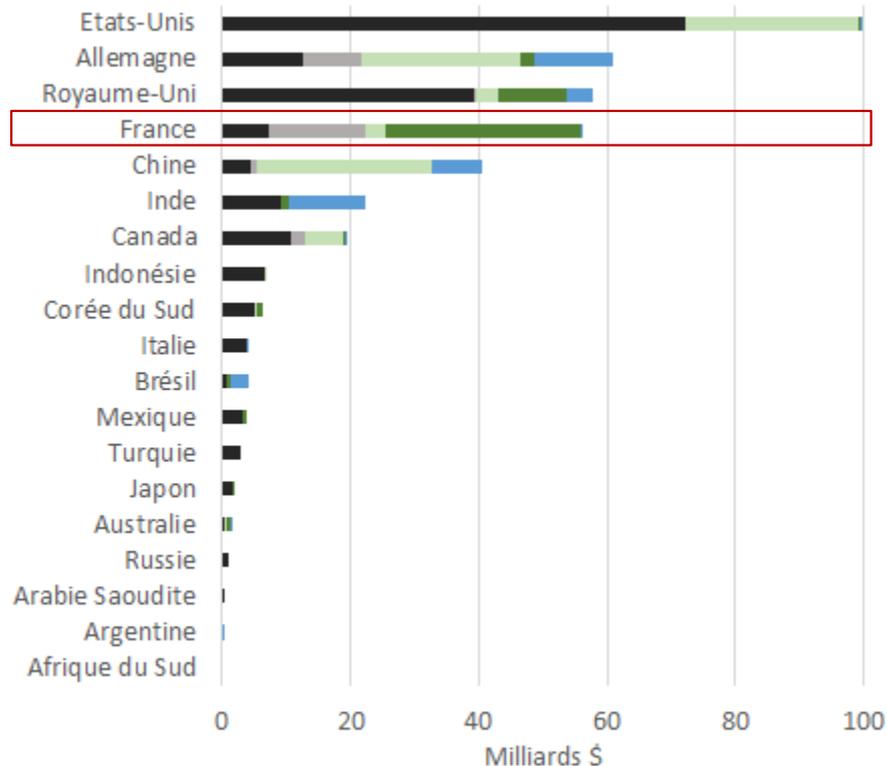
La France a rattrapé son retard « climat » depuis les mesures d'urgence prises avant l'été

Le plan de relance annoncé en septembre a permis à la France de rattraper son retard en termes de soutien aux énergies propres vs. fossiles

15 juillet 2020



7 octobre 2020



En juillet 2020, I4CE avait fait une proposition d'un plan de financement de l'action climat

L'objectif de ce plan était de rattraper le retard accumulé vis-à-vis de la Stratégie Nationale Bas-Carbone (SNBC) dans les secteurs-clés de la transition

Pour chaque secteur étudié, une analyse des mesures-clés et de leur financement

Résumé des effets de levier attendus

Mesures-clés destinées à améliorer le bilan économique des actions du point de vue des porteurs de projet

Progression des niveaux d'investissement en phase avec objectifs nationaux (SNBC, PPE)

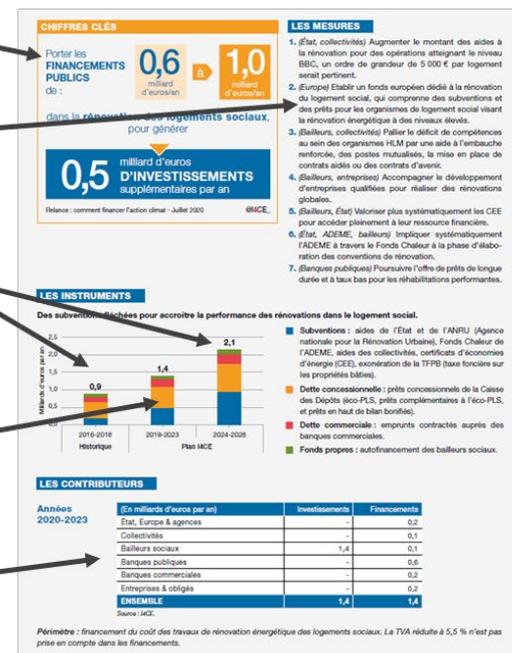
Répartition des investissements par instrument, reflète notre évaluation de l'amélioration des conditions économiques

Répartition des investissements par type d'acteur économique contribuant au financement

Fiche détaillée pour chacun des 13 secteurs

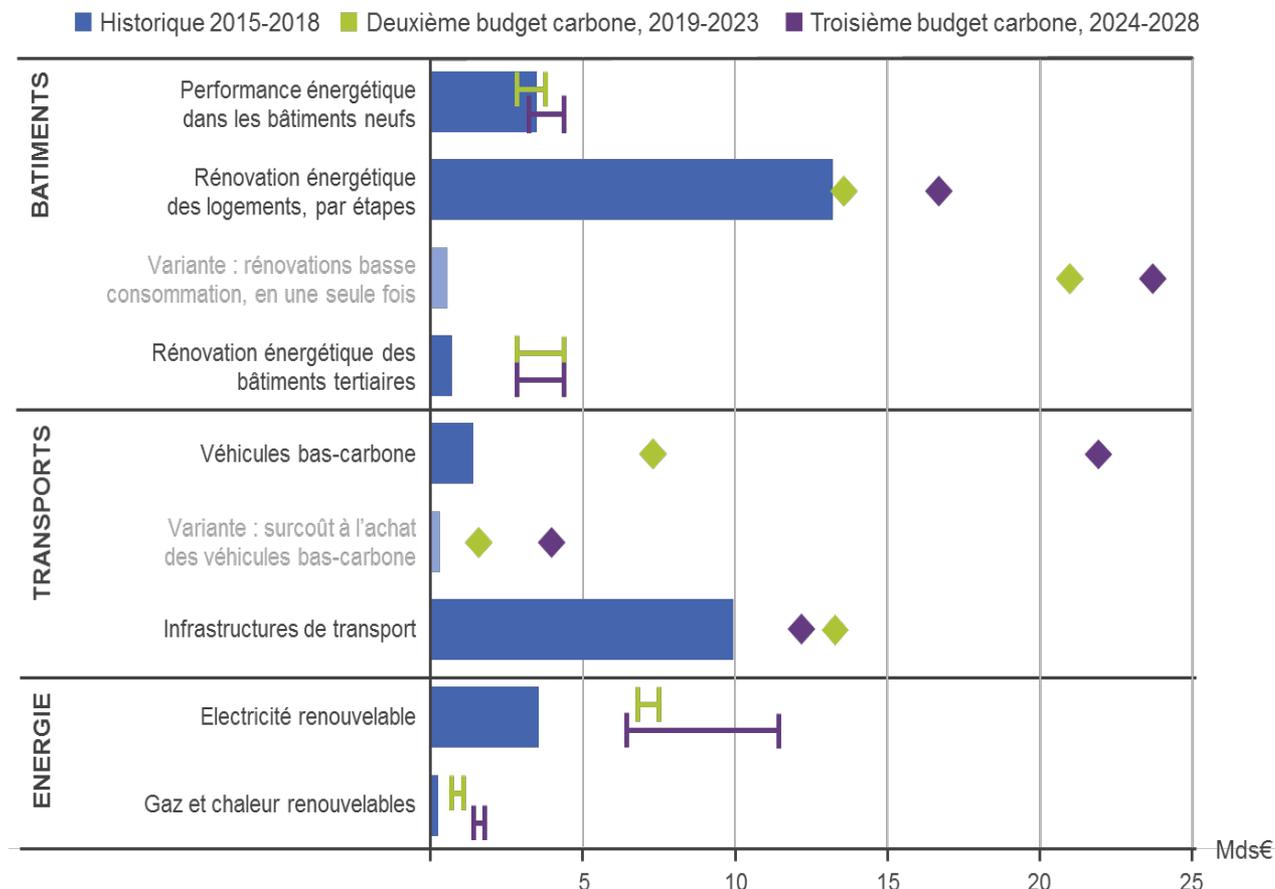


Pour en savoir plus : [Relance : comment financer l'action climat](#)



Depuis 2015, le Panorama des financements climat en France donne le « gap » d'investissements

Le plan de financement proposé par I4CE en juillet s'appuie sur les résultats de l'édition 2019 du Panorama des financements climat



Pour respecter la trajectoire du deuxième budget carbone (2019-2023) :

- Entre 15 et 18 Mds € supplémentaires,
- Dont 7 à 9 Mds € des pouvoirs publics, devront être mobilisés chaque année d'ici 2023.

Pour en savoir plus :
[Panorama des financements climat](#)

Le volet climat du plan de relance représente ~18 Mds € sur deux ans

Les montants prévus dans le plan de relance correspondent, dans les grandes lignes, aux besoins de financements publics additionnels qui avaient été identifiés par I4CE

Volet	Mesures	Montants
Rénovation énergétique	<ul style="list-style-type: none">• Rénovation des logements privés• Rénovation des bâtiments publics• Rénovation des logements sociaux• Rénovation des TPE/PME	6,7 Mds
Décarbonation de l'industrie	<ul style="list-style-type: none">• Décarbonation de l'industrie	1,2 Mds €
Mer	<ul style="list-style-type: none">• Verdissement des ports	200 M €
Infrastructure et mobilités vertes	<ul style="list-style-type: none">• Plan Vélo, projets de transport en commun• Plan de soutien au secteur ferroviaire• Verdissement du parc automobile de l'Etat• Aide à l'achat de véhicules propres	8 Mds €
Technologies vertes	<ul style="list-style-type: none">• Développement d'une filière d'hydrogène vert en France	2 Mds €
Total « climat »		18,1 Mds €

Ce n'est pas qu'une question de financements

« Jusqu'ici tout va bien » mais des points de vigilance demeurent

Points de vigilance sectoriels – voir nos analyses sectorielles accessibles via les liens ci-dessous

- **Bâtiment** – structuration d'une filière de rénovation globale, accompagnement des ménages
- **Hydrogène** – incertitudes sur les coûts et les usages de l'hydrogène décarboné
- **Ferroviaire** – des moyens encore insuffisants pour le fret
- **Mobilité** – mettre fin aux aides pour les véhicules thermiques ; préciser les objectifs du malus au regard de la norme européenne

Points de vigilance transversaux

- Besoins d'investissements calculés à partir de la **SNBC actuelle**
- S'assurer que les investissements publics réalisés aujourd'hui soient **adaptés** au climat de demain
- Soutenir les **capacités à investir et à structurer des projets** des porteurs de projet – notamment les collectivités locales et les opérateurs de réseaux
- **Suivre l'efficacité** de ces dépenses en termes de transformation de l'économie

Soutenir l'investissement « vert » des collectivités territoriales nécessitera plus que des financements

Les collectivités sont un maillon clé de la mise en œuvre de la transition bas-carbone, et en particulier de l'investissement public pour le climat

- Pour les investissements dans la **mobilité décarbonée**, les **bâtiments** énergétiquement performants et **l'énergie**, elles devraient **dès aujourd'hui dépenser 3,3 Mds € chaque année en plus** de ce qu'elles font déjà, et **+7 Mds € annuels après 2024**
- Elles doivent également **financer des actions pour l'adaptation** de leur territoire aux changements climatiques, la transition des secteurs **agricoles et forestiers, etc.**

Pour que ces investissements climat voient le jour, il faut :

- Soutenir leur **capacité à faire émerger des projets**, par la mise à disposition de compétences et en leur permettant d'augmenter les dépenses de fonctionnement liées à ces thématiques
- S'assurer qu'elles disposent des **moyens financiers nécessaires** à ces investissements par les dotations, les recettes tarifaires et fiscales, les guichets dédiés
- Remplacer la mosaïque complexe des financements par une **contractualisation globale ou un guichet unique**

Pour en savoir plus : [Il n'y aura pas de « relance verte » sans les collectivités](#)

Le plan de relance répond en partie aux demandes de la Convention Citoyenne pour le Climat

Montants additionnels, en milliards d'euros par an

	 Ferroviaire	 Infrastructures vélo	 Logements privés	 Véhicules particuliers	 Bâtiments publics	 Transports en commun	 Electrification des ports	 Hydrogène vert	 Tri, recyclage, réemploi	 Transition agricole
	2 350	150	1 000	<1 000	2 000	350	100	1 000	250	250
	2 000 ^{a+b}	150 ^a	~7 500 ^b <i>Moyenne d'ici 2030, plus 4 milliards via l'augmentation des CEE</i>	2 000 ^b	Demandé par les citoyens mais non chiffré					

^a Demande explicite des citoyens

^b Estimation I4CE des propositions citoyennes

Les écarts se situent surtout dans la manière de dépenser l'argent public

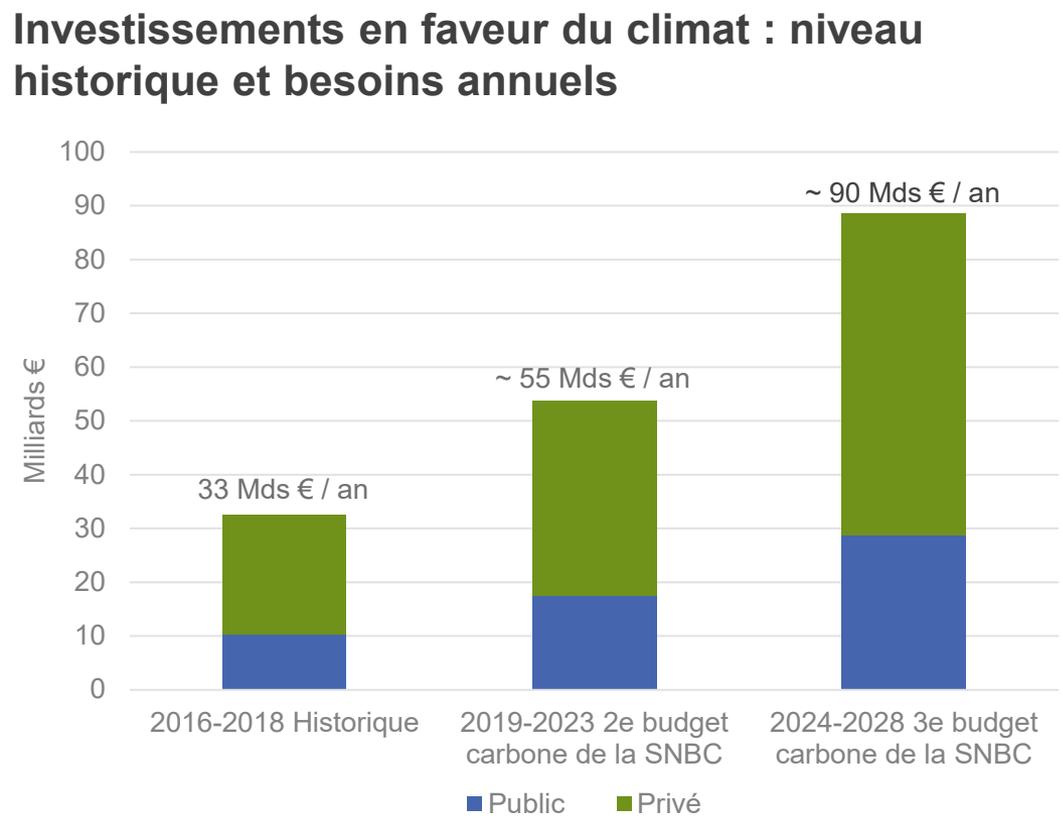
- Ferroviaire – des sommes similaires mais dépensées différemment : investissements sur le réseau vs. baisse des tarifs
- Véhicules propres – désaccord sur la notion de « véhicule propre »
- Rénovation des logements privés – la Convention citoyenne va au-delà de la SNBC en visant une rénovation globale de tous les bâtiments français d'ici 2040

Pour en savoir plus : [Le plan de relance répond-il aux demandes de la Convention citoyenne ?](#)

Ces investissements devront être pérennisés pour mettre la France sur la voie de la neutralité carbone

Les investissements climat estimés sur la base de la feuille de route de l'Etat français (SNBC, PPE) devront atteindre 55 Mds € au total à court terme

- Les investissements publics devront passer de 10 à 30 Mds € par an d'ici 2030
- L'effet volume dominera l'effet prix : le coût de certains équipements ira en diminuant, mais le nombre de projets ira en s'accroissant
- Au-delà de 2030, les besoins sont susceptibles de croître encore : l'essentiel des nouveaux véhicules, des logements rénovés et des infrastructures construites opteront pour des technologies bas-carbone



Source: I4CE (2020), *Relance: comment financer l'action climat*
Note : Chiffres ajustés pro forma SNBC

Le budget vert : un outil qui permet de pousser la cohérence climatique des politiques publiques

Un exercice mené par I4CE en 2019, en parallèle de la mission IGF-CGEDD

- 250 mesures budgétaires (dont dépenses, niches fiscales, impôts) ayant une influence à la hausse ou à la baisse sur les émissions de GES

Un effort de l'Etat à saluer

- Amélioration de la transparence sur l'action de l'Etat et ses impacts environnementaux
- Publication de l'analyse environnementale du budget avant qu'il soit discuté au parlement
- Une méthodologie précise fondée sur 6 critères dont l'adaptation et la biodiversité



Du budget vert au verdissement du budget

Le périmètre d'analyse retenu semble encore trop étroit

- Dépenses de fonctionnement, dotations aux collectivités territoriales
- Niches fiscales dites « déclassées » - absence de taxation sur le kérosène, différentiel de taxation entre le gazole et l'essence

La classification pose parfois question

- *Favorable au climat* représente une amélioration par rapport à l'existant, et non l'alignement avec la SNBC (c.f. la prime à la conversion)
- La catégorie *neutre* inclut les aides accordées aux secteurs aéronautique et automobile

Vers le verdissement du budget ?

- Evaluer la cohérence / efficacité des dépenses favorables au climat
- Clarification de la stratégie vis-à-vis des dépenses défavorables
- Comparabilité et suivi des résultats d'une année sur l'autre

Pour en savoir plus : [Budget vert : des pistes pour une vraie valeur ajoutée](#)



Merci !